

Communiqué
30 septembre 2014

UNE RENTREE SOUS HAUTE TENSION

Compagnies, Centres dramatiques nationaux et régionaux, Centres chorégraphiques nationaux, Centres de développement chorégraphique, Scènes nationales, Scènes conventionnées, Pôles nationaux des arts du cirque, Centres nationaux des arts de la rue, Scènes de musiques actuelles, Festivals, Centres d'art, Fonds régionaux d'art contemporain... Et demain ?

Nous sommes les acteurs des politiques publiques de la décentralisation et de la démocratisation. Nous sommes les héritiers de l'élan humaniste d'après guerre et les artisans d'une démocratie qui offre à chaque citoyen les outils de son émancipation et de sa liberté de penser. Nous sommes les acteurs économiques et politiques d'un modèle français d'exception. Aujourd'hui, tout cela est en danger.

Nous alertons le gouvernement sur les conséquences irréversibles des réformes en cours dans notre secteur. Nous appelons à la journée nationale de mobilisation du 1er octobre.

Les concertations sur l'intermittence se poursuivent mais aucune des difficultés ni des oppositions n'ont encore été levées. La « neutralisation » du différé d'indemnisation par le gouvernement donne un mauvais signal quant à son éventuelle participation au financement de l'Unédic.

Nous rappelons qu'un échec de ces concertations serait désastreux et que les tensions ne sont nullement apaisées. Nous mettons notre espoir et notre engagement dans ce processus, mais concertation n'est pas négociation. Nous avons besoin d'un mode d'indemnisation adapté aux particularités des métiers d'artistes et de techniciens du spectacle.

Nous avons besoin d'un Etat qui garantisse les financements de la création en soutenant plus activement les équipes artistiques, leurs parcours, leurs ressources, leurs espaces de travail. Nous demandons à ce sujet un chantier prioritaire. La réforme de l'Etat ne peut se résumer à la simplification administrative, l'économie et la redistribution dans une enveloppe constante. Nous refusons le malthusianisme et la concentration. Nous voulons des moyens nouveaux pour l'art et la culture et pour les artistes de notre pays.

Si l'Etat a garanti son budget de la culture pour les trois prochaines années, il baisse drastiquement sa dotation aux collectivités. C'est ainsi le budget de la décentralisation culturelle qui est mis à mal. La réforme territoriale vient encore obscurcir notre horizon et nous risquons de perdre notre dynamique artistique et l'équité de l'accès à l'art. L'Etat et les collectivités doivent avoir des objectifs partagés, des moyens complémentaires et des méthodes de gouvernance claires.

Nous avons aussi besoin d'un Etat qui veille à la liberté de création et de diffusion dans notre pays. Partout les populismes augmentent, partout des formes de censure plus ou moins larvées attaquent nos œuvres, nos programmations, nos missions.

”

M. Navracsics le commissaire européen qui sera chargé demain de l'éducation, de la culture et de la citoyenneté, est issu d'un parti hongrois extrémiste et nationaliste. Au Parlement européen, les deux seules députées françaises qui participeront à la commission culture sont issues du Front National... Que pouvons-nous craindre de plus ?

Le Premier ministre a déclaré le 15 septembre dernier : « *Face à la crise morale, à la crise d'identité, à la montée de l'intolérance et du rejet de l'autre, je crois profondément, intensément, que la culture fait partie de la solution* ».

Il suffirait de parier avec nous sur la capacité des arts à insuffler et partager des visions d'avenir. Ce grand projet, nous l'attendons toujours. Reste à passer aux actes !

Le SYNDEAC, AG du 22 septembre 2014